De jeunes élites migrantes: les étudiants bulgares en France

Description

Les étudiants forment un groupe social représentatif de la migration bulgare en France: ils sont en effet la souche principale du vivier élitaire de la communauté d'émigration de ce pays d'Europe du Sud-Est.



À compter du 1er janvier 2014 ont été levées les mesures transitoires qui limitaient, au sein de l'Union européenne, l'accès des ressortissants bulgares et roumains aux marchés du travail de neuf États membres, dont celui de la France. Une nouvelle médiatisation des principaux groupes de migrants économiques en provenance de ces pays a alors suscité la crainte d'une vague migratoire au sein des opinions publiques allemande, britannique, française et néerlandaise. Sont mis en cause à la fois les Roms, les personnes prostituées, mais également les travailleurs bulgares employés dans les secteurs du bâtiment ou de l'agriculture. À cette occasion, les mobilités bulgares furent encore une fois exposées sous l'angle de la présence de ces populations jugées indésirables.

Leur poids doit cependant être relativisé. Il faut en effet tenir compte de l'importance du nombre d'intellectuels et d'étudiants bulgares installés à présent dans les pays d'Europe de l'Ouest. En France, ils constituent non seulement une part significative de la communauté migrante mais ils y sont proportionnellement plus importants que dans d'autres pays européens (Royaume-Uni, Italie ou Espagne). À la fin des années 2000, les étudiants, groupe social qui a progressivement évolué sous l'influence du contexte socio-économique des pays d'origine et de destination ainsi que des options de migration qui lui était offertes, représentaient entre 7 et 10% de la présence bulgare sur le sol français[1].

Les étudiants bulgares en France: une présence ancienne

À partir de la fin de la domination ottomane (1878) et à la suite de la renaissance de l'État bulgare, nombre d'enfants de la bourgeoisie ont été envoyés faire leurs études dans les grandes universités occidentales, et notamment en France, pays qui symbolisait à la fois le savoir-vivre et la culture. Au début du XXe siècle, l'Hexagone était devenu l'une des destinations traditionnelles de formation des enfants de l'intelligentsia bulgare. Mais à la suite de la crise économique de 1929, les étrangers y ayant été accueillis avec beaucoup de réticence, l'Allemagne a pris le relais de la France dans ce domaine. Ce n'est qu'à la suite de la Seconde Guerre mondiale qu'un afflux massif de jeunes, dont beaucoup avaient été chassés des universités bulgares (en raison de la répression mise en place par le régime socialiste), fut à nouveau observé en France – une partie d'entre eux y poursuivant leurs études. Cependant, après la vague de réfugiés des années 1940 et celle du début des années 1950[2], les migrants furent moins nombreux, le régime socialiste bulgare ayant rendu les frontières du pays quasi-hermétiques.

Au cours des années 1960, le réchauffement des relations franco-bulgares[3] a permis à plusieurs jeunes Bulgares d'obtenir une bourse pour venir étudier en France. Les archives de l'Enseignement supérieur font toutefois ressortir que ces déplacements ont été peu nombreux. À la fin des années 1980, à peine une dizaine d'étudiants étaient enregistrés auprès des services de l'enseignement supérieur français.

Les mobilités Est-Ouest ont repris après la chute du régime socialiste (10 novembre 1989). Si le nombre d'étudiants a progressivement augmenté, approchant les 500 personnes dès 1992[4], le profil des personnes concernées s'est lui aussi modifié: la population s'est féminisée, dans la continuité d'une tendance déjà amorcée au cours de la décennie précédente[5]. Malgré cela, le flux d'arrivées demeura relativement modéré jusqu'en 1997, les gouvernements français successifs ayant opté pour une politique de contrôle de l'immigration.

À la suite de la crise financière en Bulgarie lors de l'hiver 1996-1997 et de l'arrivée au pouvoir en France du gouvernement Jospin (4 juin 1997) favorable à l'accueil des étudiants étrangers, le contingent estudiantin bulgare a connu un essor significatif. Alors estimé à 864 personnes, le nombre d'étudiants a atteint 2.961 en 2004[6], avant de diminuer à nouveau progressivement. Les principales causes de ce tassement furent non seulement la politique de retour de l'émigration entamée par les autorités sofiotes, mais également la reprise de la politique de contrôle de l'immigration en France et la concurrence d'autres pays européens d'accueil (Royaume-Uni, Italie, Espagne) qui ont offert aux ressortissants bulgares et roumains des conditions tarifaires et boursières similaires à celles de leur nationaux dès 2007.

Le visage actuel des mobilités bulgares

Selon le dernier bilan de la présence estudiantine, réalisé en 2008 par les services du ministère français de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, le nombre de ressortissants bulgares inscrits au sein des établissements français ne s'élèverait plus qu'à 2.031. Depuis, leur présence est restée relativement stable. Selon le ministère français des Affaires étrangères, 2.200 étudiants bulgares poursuivent leurs études en France en 2014[7].

En dehors de l'aspect purement quantitatif, certaines caractéristiques de ce groupe méritent d'être relevées. Tout d'abord, la féminisation s'est poursuivie (66,2% en 1999/2000, 72,9% en 2007/2008). Elle semble reposer à la fois sur la notoriété des études littéraires, filière où les femmes sont habituellement plus nombreuses que les hommes, et sur l'arrivée en France de nombreuses filles *au pair* qui se sont par la suite lancées dans des études universitaires. Par ailleurs, la présence bulgare est sectorisée. 84,65% des inscriptions concernaient trois filières: 827 étudiants en lettres, 529 en sciences administratives et économiques, 414 en droit (principalement droit international, fiscal ou des affaires). Les cursus économiques ont ainsi connu la plus forte progression entre 1990 et 2008 (plus de 40 fois le nombre initial d'inscriptions) et cet attrait perdure. Les cursus spécifiques choisis indiquent que ces jeunes sont venus avec une idée claire de leur choix d'avenir.

Il faut par ailleurs souligner qu'actuellement, les étudiants inscrits en deuxième et troisième cycles sont plus nombreux que ceux inscrits en premier cycle dans de nombreux établissements réputés auprès des jeunes Bulgares (comme les universités Paris VI, Paris XI, Bordeaux, Limoges et Aix-en Provence), ce qui n'est habituellement pas le cas dans les établissements britanniques, italiens et espagnols. Il semble donc que ces étudiants cherchent à finaliser des diplômes de niveau élevé conformément à la culture universitaire française.

Enfin, en croisant et recoupant les expériences des intéressés, on constate qu'une très large part de ces jeunes a été formée dans les prestigieux lycées de langue bulgare à profil bilingue (des établissements comme Alphonse de Lamartine et Victor Hugo à Sofia, Saint Exupéry à Plovdiv, Fr. Joliot-Curie à Varna) ou dans les écoles et lycées français d'Afrique du Nord. Ceci démontre, au même titre que le niveau de finalisation des diplômes, le caractère élitaire de cette mobilité estudiantine.

Hormis ces traits particuliers, il paraît pertinent de noter l'investissement associatif communautaire de nombreux jeunes Bulgares à Paris, Strasbourg, Lille et, très récemment, à Lyon (2013). Les étudiants y ont fondé des structures et des réseaux permettant aux jeunes migrants bulgares de se retrouver lors de rencontres festives ou culturelles.

En 2013, la capacité de mobilisation de certains des étudiants s'est également révélée à l'occasion de manifestations de soutien aux mouvements protestataires qui se déroulaient au même moment en Bulgarie (protestations écologistes ou contre la hausse des prix, rassemblements contre la nomination de l'homme d'affaires controversé Deljan Peevski à la tête de l'Agence nationale de Sécurité nationale, le service de renseignement intérieur bulgare). À Paris, une trentaine de personnes sont descendues dans la rue dès le mois de février 2013, avant d'être suivis en mai et septembre à Lyon[8]. D'autres ont préféré manifester dans certaines grandes villes bulgares lors de leurs congés pour mieux se faire entendre du pouvoir. La présence estudiantine se compose donc aussi de jeunes gens dynamiques qui, tout en vivant en France, s'engagent en faveur de la moralisation de la société bulgare. Cet état d'esprit pourrait également être influencé par la culture civique de leur société d'accueil.

Enfin, une partie significative des étudiants bulgares ayant réussi leur parcours universitaire ont trouvé en France à la fois un emploi valorisant et une carrière prometteuse, ce qui les a incités à rester vivre sur place.

L'essence de cette présence bulgare sur le territoire français réside principalement dans le maintien de liens historiques favorisant un certain type de migration: en effet, la reproduction des élites francophones en Bulgarie est à l'origine de nombreuses mobilités estudiantines à destination des universités françaises, notamment en région parisienne. Au bagage intellectuel fourni par les formations suivies dans le pays d'origine ou au sein des établissements francophones d'Afrique du Nord s'ajoute ensuite celui acquis en France. L'ensemble de ces connaissances et expériences linguistiques, culturelles et techniques favorise manifestement l'intégration et l'enracinement d'une partie significative de ces populations dans leur pays d'accueil.

Notes :
(1) Données déduites du croisement des informations centralisées par le ministère français de l'Éducation nationale avec les estimations de l'Agence d'État des Bulgares à l'étranger et de l'ambassade de Bulgarie en France.
(2) Près de 600 personnes ayant fui la Bulgarie ont sollicité un statut de réfugié en France entre 1945 et 1953. Données enregistrées auprès de l'Office International des Réfugiés, puis de l'Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides entre 1952 et 1981.
(3) Signature d'un protocole d'échanges culturels, scientifiques et techniques entre la France et la Bulgarie le 24 novembre 1964.
(4) Source: base de pilotage du Centre de documentation (ministère de l'Éducation nationale).
(5) 43 femmes pour 26 hommes en 1988. Voir «Effectifs universitaires: année 1988-1989», Tableau, ministère de l'Éducation nationale, Paris, 1989.
(6) Notes d'information établies par le ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (2002, 2004, 2008).
(7) Voir le dossier pays Bulgarie sur le portail du MAE (www.diplomatie.gouv.fr).
(8) Informations collectées lors de différents entretiens réalisés avec des dirigeants du tissu associatif bulgare et avec certains des participants aux manifestations contestataires.

Vignette : Logo de l'Association des étudiants bulgares en France.

* Docteur en Études slaves (Université de Strasbourg), spécialiste des migrations bulgares.

date créée
01/05/2014
Champs de Méta
Auteur-article : Stéphan ALTASSERRE*